



AGENCE ROSSI

04 79 37 61 75



urbanisme@agence-rossi.fr

www.agence-rossi.fr



50 rue Suarez

73200 ALBERTVILLE



COMMUNE DE
VILLARODIN-BOURGET



Juin 2021

Source : <https://www.google.com/maps>

COMMUNE DE VILLARODIN-BOURGET PLAN LOCAL D'URBANISME



**MODIFICATION N°1 REALISEE SELON PROCEDURE
« SIMPLIFIEE » - FRONT DE NEIGE
NOTICE**

08 avril 2021	Version 1
03 juin 2021	Complément suite à la réunion du 15 avril
07 juin 2021	Dossier de consultation de l'Autorité Environnementale et de notification aux PPA

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
INTRODUCTION	2
1 JUSTIFICATION DES EVOLUTIONS DU PLU	5
1.1 Un front de neige à usage de loisirs toute saison	5
1.2 Un usage agricole très limité	7
1.3 Des risques naturels identifiés permettant les projets nouveaux	8
2 EVOLUTIONS DU PLU	9
2.1 Evolution du zonage	9
2.2 Evolutions du règlement	10
3 COMPATIBILITE DE LA MODIFICATION AVEC LE CODE DE L'URBANISME ET AVEC LE SCOT DU PAYS DE MAURIENNE	19
3.1 Compatibilité avec le Code de l'urbanisme	19
3.1.1 Volet procédure.....	19
3.1.2 Volet préservation des parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels en zone de montagne	19
3.2 Compatibilité avec le SCOT.....	20
4 TABLEAU DES SURFACES	21
TABLE DES ILLUSTRATIONS	22
ANNEXE	23

INTRODUCTION

Historique de l'évolution du PLU de la commune de Villarodin-Bourget

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Villarodin-Bourget a été approuvé le 10 mars 2014. Il n'a pas fait l'objet d'évolution depuis.

La présente modification du PLU est donc la première ; elle relève de la procédure simplifiée.

Objet de la modification simplifiée n°1

La modification simplifiée a pour objet de permettre l'évolution du domaine skiable sur le front de neige de La Norma et donc de reclasser celui-ci, actuellement en zone NI (Territoires naturels et forestiers accueillant des activités de sport et Loisir) en zone NIs, c'est-à-dire en Territoire naturel accueillant des activités de sports et loisirs et ouvert saisonnièrement aux sports de glisse et aux VTT. Un règlement, mixant celui des secteurs NI et Ns, est ainsi prévu.

La présente procédure porte sur les points suivants :

- Zonage : création d'un secteur NIs sur le secteur de la station de La Norma
- Règlement : ajout d'un règlement propre au secteur NIs.

La procédure d'évolution du PLU est soumise à l'avis de l'Autorité Environnementale (AE) dans le cadre de l'évaluation environnementale au cas par cas.

Principaux articles du code de l'urbanisme concernés

Ces adaptations peuvent être mises en œuvre dans le cadre d'une modification simplifiée. Les articles qui s'appliquent plus particulièrement à la présente procédure sont les suivants :

Article L.153-36

Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

L.153-31 – pour mémoire

Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

- 1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- 2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- 3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

Commune de Villarodin-Bourget – modification n°1, selon procédure simplifiée

4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

Article L.153-37

La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification.

Article L.153-40

Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification.

Modification

Article L153-41

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;

3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code.

Modification simplifiée

Article L.153-45

Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L. 153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L. 151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

Article L.153-47

Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Ces observations sont enregistrées et conservées.

Commune de Villarodin-Bourget – modification n°1, selon procédure simplifiée

Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée

Article L.153-48

L'acte approuvant une modification simplifiée devient exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

1 JUSTIFICATION DES EVOLUTIONS DU PLU

1.1 UN FRONT DE NEIGE A USAGE DE LOISIRS TOUTE SAISON

Le front de neige de La Norma est classé en zone NI (Territoires naturels et forestiers accueillant des activités de sport et loisir) étant donné qu'il accueille différents équipements de loisirs estivaux, notamment des jeux pour enfants et des départs de sentiers de randonnée. Selon le rapport de présentation du PLU approuvé en 2014, la zone NI « répond à l'objectif du PADD de revoir le positionnement des infrastructures de sports et loisirs sur la station de La Norma et son périmètre a été ajusté en fonction des possibilités de redéploiement ».

Le front de neige supporte également la gare de départ de la télécabine du Mélezet, à laquelle sont adossés les garages des dameuses et des locaux techniques liés à l'exploitation du domaine skiable, un départ de téléski, des arrivées de pistes, le point de rassemblement des cours de ski, des tapis couverts pour le ski... Ils sont également classés en zone NI.

Photo 1 : Départ du téléski et gare de départ de la télécabine du Mélezet en arrière-plan

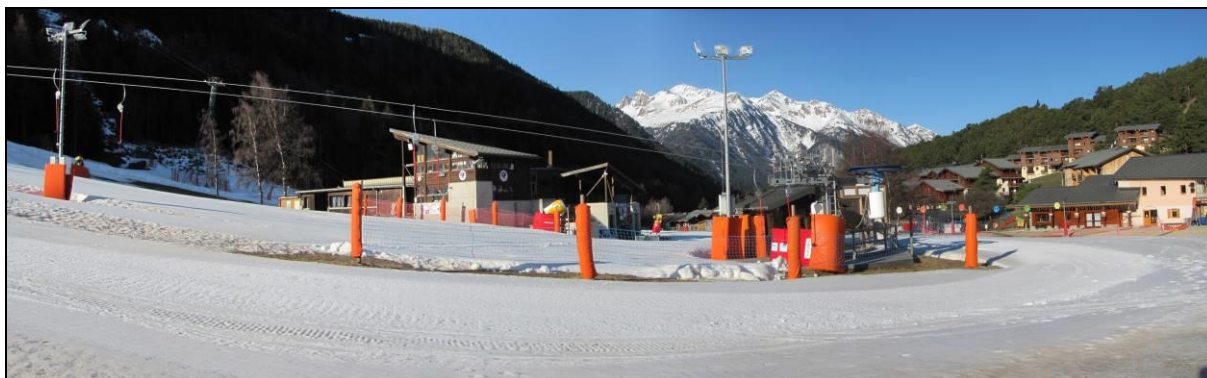


Photo 2 : Départ de la télécabine du Mélezet, garages des dameuses et locaux techniques



Photo 3 : Tapis couverts installés sur le front de neige



Le SMTV (Syndicat Mixte Thabor Vanoise) prévoit le remplacement à court terme de la télécabine du Mélezet et, par conséquent, de sa gare de départ. En parallèle, les garages des dameuses et les locaux techniques seront déplacés, pour dégager le front de neige, le rendre plus qualitatif et attractif en hiver comme en été et supprimer ainsi les circulations motorisées dans le secteur en hiver. A noter que la station est piétonne en été et que le parking face à la maison de La Norma n'est donc pas ouvert au public.

Photo 4 : Secteur des tennis, à proximité duquel le déplacement du garage des dameuses est envisagé, depuis le sud-ouest



Photo 5 : Secteur des tennis, à proximité duquel le déplacement du garage des dameuses est envisagé, depuis le nord



Cette action s'inscrit dans l'élément de projet « Revoir le déploiement des remontées mécaniques et du domaine skiable en général » mentionné à l'orientation 1 « Servir les conditions du développement touristique de la station de la Norma et plus généralement de la commune et de son contexte intercommunal » du PADD.

Le règlement du secteur NI n'autorise cependant pas explicitement les équipements liés à la pratique du ski.

Photo 6 : Le front de neige au printemps, en direction du départ de la télécabine



Source : <https://www.google.com/maps>

La commune de Villarodin-Bourget souhaite permettre la restructuration de son front de neige, qui est également utilisé pour les loisirs en été. Une évolution du PLU pour autoriser les ouvrages, constructions, bâtiments, installations et aménagements nécessaires à la pratique du ski est donc engagée et fait l'objet du présent dossier.

1.2 UN USAGE AGRICOLE TRES LIMITE

Ce périmètre ne présente pas d'usage agricole recensé sur l'Observatoire des Territoires de Savoie : ce n'est ni une unité pastorale, ni une autre zone pastorale, ni une prairie sensible. Ils sont en partie pâturés par des troupeaux à la belle saison.

Figure 1 : Usages agricoles du front de neige

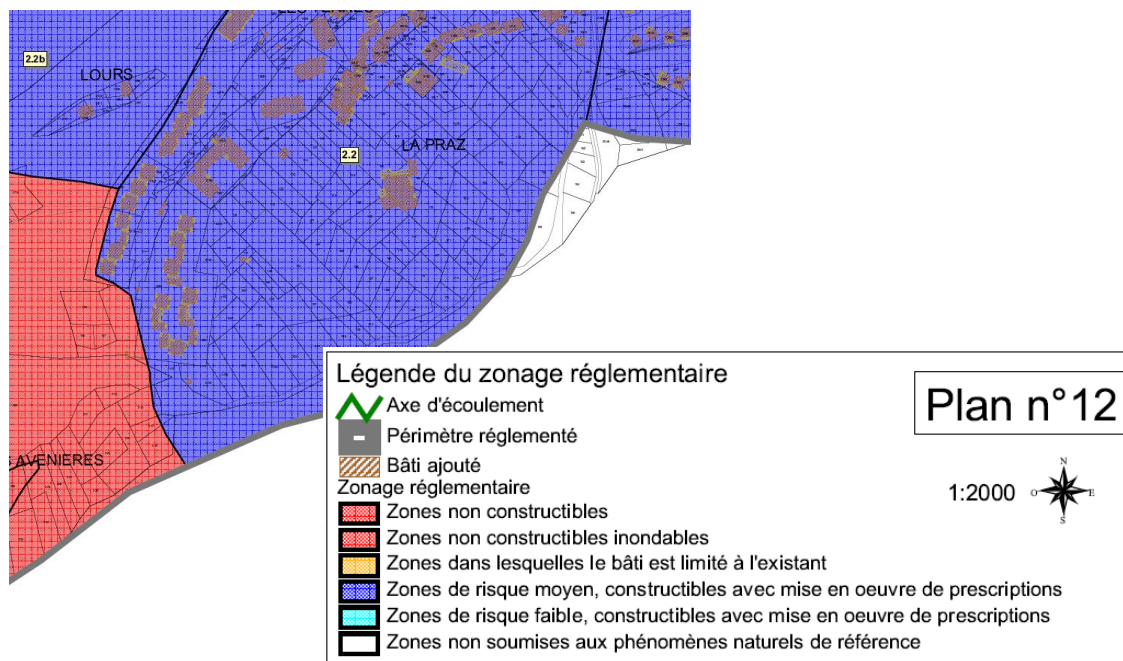


<http://www.observatoire.savoie.equipement-agriculture.gouv.fr/Communes/cartagri.php>

1.3 DES RISQUES NATURELS IDENTIFIES PERMETTANT LES PROJETS NOUVEAUX

Le PPRN approuvé en janvier 2013 identifie un risque moyen d'affaissement et/ou effondrement, lié à la présence de gypse. Le règlement du PPRN autorise les projets nouveaux, moyennant la mise en œuvre de prescriptions ou recommandations.

Figure 2 : Extrait du PPRN

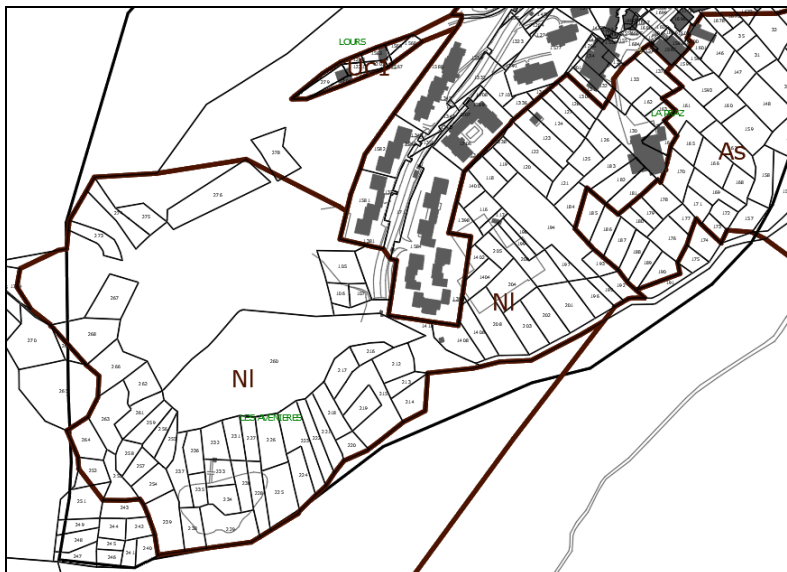


2 EVOLUTIONS DU PLU

2.1 EVOLUTION DU ZONAGE

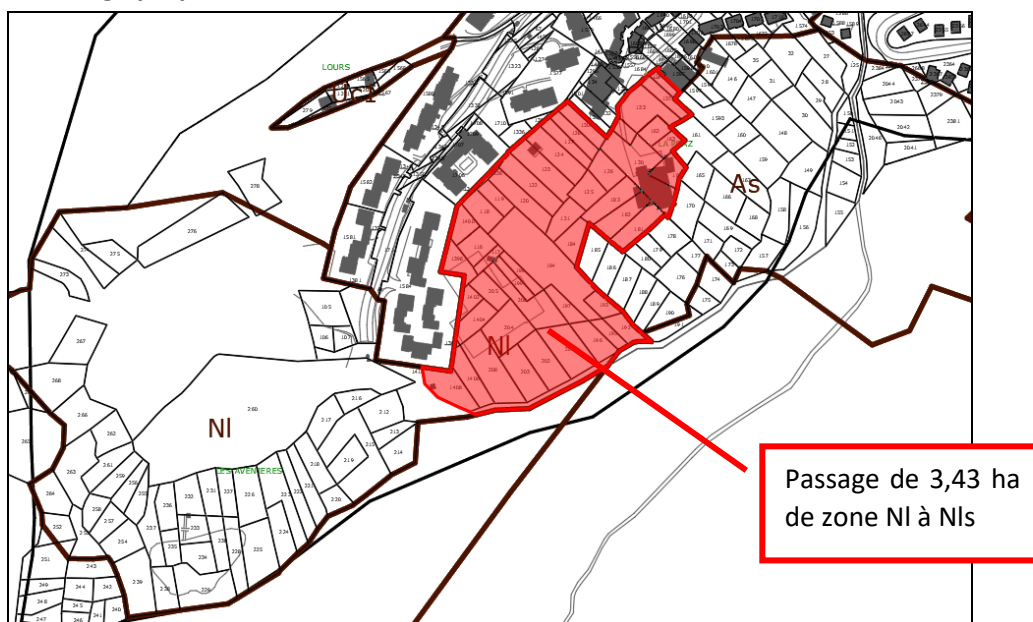
L'évolution du zonage consiste à reclasser 3,43 ha du front de neige classé en NI en secteur NIs, autorisant ainsi les activités sports et loisirs pratiquées l'été et les activités hivernales telles que les sports de glisse. Ce type de zone correspond aux activités actuellement présentes sur le site.

Figure 3 : Zonage actuel



Remarque : certains périmètres informatifs, notamment le périmètre concerné par les risques identifiés au PPRN, ne figurent pas sur l'extrait ci-dessus.

Figure 4 : Zonage proposé



Remarque : certains périmètres informatifs, notamment le périmètre concerné par les risques identifiés au PPRN, ne figurent pas sur l'extrait ci-dessus.

2.2 EVOLUTIONS DU REGLEMENT

La création d'un secteur Nls implique de compléter le règlement de la façon suivante :

- Titre I – dispositions générales : indication de ce nouveau secteur
- Zone Naturelle :
 - Caractère de la zone : indication de ce nouveau secteur
 - Article N 2 – Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières, pour introduire ce qui est autorisé dans ce secteur
 - Article N 6 – Implantation des constructions par rapport aux emprises publiques et aux voies, pour préciser les règles de ce nouveau secteur
 - Article N 10 – Hauteur maximale des constructions, pour préciser les règles de ce nouveau secteur
 - Article N 11 – Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords, pour préciser les règles de ce nouveau secteur.

Afin de ne pas augmenter ou réduire les possibilités de construire dans ce nouveau secteur et maintenir les règles propres à chaque type de constructions autorisées initialement en NI et Ns, une distinction est parfois opérée entre les constructions à destination de sport et loisir et celles à destination du ski et des sports de glisse en général.

Les modifications figurent en rouge dans les tableaux ci-dessous.

Commune de Villarodin-Bourget – modification n°1, selon procédure simplifiée

Règlement actuel	Règlement proposé
<p><u>TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES</u></p> <p>Début non modifié.</p> <p><u>Article 3 – division du territoire en zone</u> Le territoire couvert par le PLU est divisé en zones urbaines (U), à urbaniser (AU), agricoles (A) et naturelles et forestières (N) selon la nomenclature et les définitions correspondantes suivantes : Début non modifié.</p> <p><u>3.2.3 Zones naturelles et forestières (N)</u></p> <p>Les zones naturelles et forestières dites zones N sont "<i>les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.</i>"</p> <p>On y distingue :</p> <p>Secteur Na : Territoires naturels et forestiers à préserver. Secteur Nd : Territoires naturels concernés par le projet de liaison ferroviaire Lyon - Turin Secteur Nl : Territoires naturels et forestiers accueillant des activités de sport et loisir. Secteur Ns : Territoires naturels et forestiers ouverts saisonnièrement aux sports de glisse et aux VTT.</p> <p>Secteurs Na et Ns : ces secteurs comportent des zones humides identifiées avec leurs espaces de fonctionnalité par trames spécifiques au zonage pour leur intérêt écologique.</p> <p>Suite non modifiée.</p>	<p><u>TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES</u></p> <p>Début non modifié.</p> <p><u>Article 3 – division du territoire en zone</u> Le territoire couvert par le PLU est divisé en zones urbaines (U), à urbaniser (AU), agricoles (A) et naturelles et forestières (N) selon la nomenclature et les définitions correspondantes suivantes : Début non modifié.</p> <p><u>3.2.3 Zones naturelles et forestières (N)</u></p> <p>Les zones naturelles et forestières dites zones N sont "<i>les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.</i>"</p> <p>On y distingue :</p> <p>Secteur Na : Territoires naturels et forestiers à préserver. Secteur Nd : Territoires naturels concernés par le projet de liaison ferroviaire Lyon - Turin Secteur Nl : Territoires naturels et forestiers accueillant des activités de sport et loisir. Secteur Ns : Territoires naturels et forestiers ouverts saisonnièrement aux sports de glisse et aux VTT. Secteur Nls : Territoires naturels et forestiers accueillant des activités de sport et loisir et ouverts saisonnièrement à la pratique du ski, et plus généralement aux sports de glisse, et aux VTT.</p> <p>Secteurs Na et Ns : ces secteurs comportent des zones humides identifiées avec leurs espaces de fonctionnalité par trames spécifiques au zonage pour leur intérêt écologique.</p> <p>Suite non modifiée.</p>

Commune de Villarodin-Bourget – modification n°1, selon procédure simplifiée

<p><u>ZONE N</u></p> <p><u>Caractère de la zone</u></p> <p>La zone N circonscrit les territoires, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.</p> <p>Elle comprend les trois secteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- secteur Na : Territoires naturels et forestiers à préserver- secteur Nd : Territoires naturels concernés par le projet de liaison ferroviaire Lyon - Turin- secteur NI : Territoires naturels et forestiers accueillant des activités de sport et loisir- secteur Ns : Territoires naturels et forestiers ouverts saisonnièrement à la pratique du ski et plus généralement des sports de glisse ainsi qu'aux VTT <p>En secteurs Na et Ns, des zones humides sont identifiées pour leur intérêt écologique.</p> <p>Suite non modifiée.</p>	<p><u>ZONE N</u></p> <p><u>Caractère de la zone</u></p> <p>La zone N circonscrit les territoires, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.</p> <p>Elle comprend les quatre secteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- secteur Na : Territoires naturels et forestiers à préserver- secteur Nd : Territoires naturels concernés par le projet de liaison ferroviaire Lyon - Turin- secteur NI : Territoires naturels et forestiers accueillant des activités de sport et loisir- secteur Ns : Territoires naturels et forestiers ouverts saisonnièrement à la pratique du ski et plus généralement des sports de glisse ainsi qu'aux VTT <p>- Secteur NIs : Territoires naturels et forestiers accueillant des activités de sport et loisir et ouverts saisonnièrement à la pratique du ski, et plus généralement aux sports de glisse, et aux VTT.</p> <p>En secteurs Na et Ns, des zones humides sont identifiées pour leur intérêt écologique.</p> <p>Suite non modifiée.</p>
---	---

ARTICLE N2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

A. Sous réserve de n'entraîner aucun préjudice aux populations animales ou végétales en place ou pollution pour le territoire environnant et de conserver à la faune la faculté d'accéder aux espaces naturels qu'elle doit pouvoir rejoindre au cours de toute ou partie de sa vie, sont admis :

En secteur Na :

1. les ouvrages, constructions installations et aménagements d'exploitation forestière,

En secteur NI :

1. les ouvrages, constructions, bâtiments, installations et aménagements de service public ou d'intérêt collectif de sport et loisir,

En secteur Ns :

1. les ouvrages, constructions, bâtiments, installations et aménagements de service public ou d'intérêt collectif nécessaires à la pratique du ski, des sports de glisse et du VTT

ARTICLE N2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

A. Sous réserve de n'entraîner aucun préjudice aux populations animales ou végétales en place ou pollution pour le territoire environnant et de conserver à la faune la faculté d'accéder aux espaces naturels qu'elle doit pouvoir rejoindre au cours de toute ou partie de sa vie, sont admis :

En secteur Na :

1. les ouvrages, constructions installations et aménagements d'exploitation forestière,

En secteur NI :

1. les ouvrages, constructions, bâtiments, installations et aménagements de service public ou d'intérêt collectif de sport et loisir,

En secteur Ns :

1. les ouvrages, constructions, bâtiments, installations et aménagements de service public ou d'intérêt collectif nécessaires à la pratique du ski, des sports de glisse et du VTT

En secteur NIs :

1. les ouvrages, constructions, bâtiments, installations et aménagements de service public ou d'intérêt collectif de sport et loisir,
2. les ouvrages, constructions, bâtiments, installations et aménagements de service public ou d'intérêt collectif nécessaires à la pratique du ski, des sports de glisse et du VTT.

Commune de Villarodin-Bourget – modification n°1, selon procédure simplifiée

<p><u>En secteur Nd :</u></p> <ol style="list-style-type: none">1. les ouvrages, constructions, bâtiments, installations et aménagements de service public ou d'intérêt collectif attachés à un réseau d'infrastructure linéaire ou utiles à la gestion des eaux,2. le dépôt des matériaux inertes nécessaires aux travaux et à l'exploitation de la liaison ferroviaire Lyon-Turin en projet sous réserve de leur absence totale d'effet sur la santé des hommes et des bêtes et d'un traitement paysager leur assurant invisibilité ou plus-value qualitative par rapport à la situation antérieure. <p><u>En secteurs Na et Ns, au surplus :</u></p> <ol style="list-style-type: none">1. la restauration et la reconstruction des chalets d'alpage sous réserve, s'il s'agit de ruine ou seulement de traces résiduelles, de la présence d'éléments d'archives donnant une description complète d'un de leurs états antérieurs ou de leur état initial et de la conformité du projet avec l'un de ces états,2. les abris de bergers requis pour la défense des troupeaux contre les loups sous réserve de ne pas excéder 12 m² de surface de plancher. <p><u>En secteurs Na, NI et Ns, au surplus :</u></p> <ol style="list-style-type: none">1. l'extension des constructions existantes dont la destination n'est pas autorisée dans la zone, à condition :<ul style="list-style-type: none">- de ne pas excéder 50 m² de surface de plancher et d'emprise au sol par construction ou corps de bâtiment, cette limite s'appliquant à la somme cumulée de toutes les extensions intervenues depuis l'approbation de la présente révision du document d'urbanisme,- de n'entraîner aucune incommodité, nuisance ou pollution pour le territoire environnant, voire de réduire celle existante,2. la réhabilitation des bâtiments et la reconstruction dans un délai de 10 ans de ceux détruits à l'occasion d'un sinistre, à condition :<ul style="list-style-type: none">- de se tenir dans le volume initial,- d'avoir pour destination l'une de celles autorisées dans la zone ou à défaut celle initiale,3. la démolition, à condition :<ul style="list-style-type: none">- de ne pas concerner un ouvrage ou une construction présentant un intérêt	<p><u>En secteur Nd :</u></p> <ol style="list-style-type: none">1. les ouvrages, constructions, bâtiments, installations et aménagements de service public ou d'intérêt collectif attachés à un réseau d'infrastructure linéaire ou utiles à la gestion des eaux,2. le dépôt des matériaux inertes nécessaires aux travaux et à l'exploitation de la liaison ferroviaire Lyon-Turin en projet sous réserve de leur absence totale d'effet sur la santé des hommes et des bêtes et d'un traitement paysager leur assurant invisibilité ou plus-value qualitative par rapport à la situation antérieure. <p><u>En secteurs Na et Ns, au surplus :</u></p> <ol style="list-style-type: none">1. la restauration et la reconstruction des chalets d'alpage sous réserve, s'il s'agit de ruine ou seulement de traces résiduelles, de la présence d'éléments d'archives donnant une description complète d'un de leurs états antérieurs ou de leur état initial et de la conformité du projet avec l'un de ces états,2. les abris de bergers requis pour la défense des troupeaux contre les loups sous réserve de ne pas excéder 12 m² de surface de plancher. <p><u>En secteurs Na, NI, Ns et NIs, au surplus :</u></p> <ol style="list-style-type: none">1. l'extension des constructions existantes dont la destination n'est pas autorisée dans la zone, à condition :<ul style="list-style-type: none">- de ne pas excéder 50 m² de surface de plancher et d'emprise au sol par construction ou corps de bâtiment, cette limite s'appliquant à la somme cumulée de toutes les extensions intervenues depuis l'approbation de la présente révision du document d'urbanisme,- de n'entraîner aucune incommodité, nuisance ou pollution pour le territoire environnant, voire de réduire celle existante,2. la réhabilitation des bâtiments et la reconstruction dans un délai de 10 ans de ceux détruits à l'occasion d'un sinistre, à condition :<ul style="list-style-type: none">- de se tenir dans le volume initial,- d'avoir pour destination l'une de celles autorisées dans la zone ou à défaut celle initiale,3. la démolition, à condition :<ul style="list-style-type: none">- de ne pas concerner un ouvrage ou une construction présentant un intérêt
---	--

Commune de Villarodin-Bourget – modification n°1, selon procédure simplifiée

<p>patrimonial local,</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un résultat à en attendre qui ne rompe pas l'équilibre de présentation de son environnement visuel immédiat. <p>4. les parcours de loisirs et installations de renseignement, de pédagogique, de gestion sanitaire et sécuritaire.</p> <p>5. les ouvrages, constructions, bâtiments, installations et aménagements de service public ou d'intérêt collectif attachés à un réseau d'infrastructure linéaire ou utiles à la gestion des eaux.</p> <p>B. <u>En secteurs Na et Ns, dans les espaces de fonctionnalité des zones humides identifiés (trame spécifique sur le zonage), les occupations et utilisations du sol admises le sont à condition :</u></p> <p>Non modifié.</p>	<p>patrimonial local,</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un résultat à en attendre qui ne rompe pas l'équilibre de présentation de son environnement visuel immédiat. <p>4. les parcours de loisirs et installations de renseignement, de pédagogique, de gestion sanitaire et sécuritaire.</p> <p>5. les ouvrages, constructions, bâtiments, installations et aménagements de service public ou d'intérêt collectif attachés à un réseau d'infrastructure linéaire ou utiles à la gestion des eaux.</p> <p>B. <u>En secteurs Na et Ns, dans les espaces de fonctionnalité des zones humides identifiés (trame spécifique sur le zonage), les occupations et utilisations du sol admises le sont à condition :</u></p> <p>Non modifié.</p>
<p><u>ARTICLE N6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX EMPRISES PUBLIQUES ET AUX VOIES</u></p> <p>Début non modifié.</p> <p><u>En secteur NI :</u></p> <p>Par rapport à l'axe des voies publiques ou privées pris à mi-distance des alignements ou limites sur voie privée en tenant lieu, les ouvrages (au nombre desquels ne sont pas comptés les murs de soutènement d'une hauteur inférieure à 1,40 m), les constructions, installations et bâtiments se tiendront dans un recul d'au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'agissant des routes départementales hors agglomération : 14 m, - s'agissant des autres voies : 4 m, <p>Les débords de toit et balcons ne sont pas comptés dans la limite de 1 m pour l'application des dispositions précédentes, sous réserve en cas de surplomb du domaine public de se tenir à une hauteur minimum de 3,50 m.</p>	<p><u>ARTICLE N6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX EMPRISES PUBLIQUES ET AUX VOIES</u></p> <p>Début non modifié.</p> <p><u>En secteur NI :</u></p> <p>Par rapport à l'axe des voies publiques ou privées pris à mi-distance des alignements ou limites sur voie privée en tenant lieu, les ouvrages (au nombre desquels ne sont pas comptés les murs de soutènement d'une hauteur inférieure à 1,40 m), les constructions, installations et bâtiments se tiendront dans un recul d'au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'agissant des routes départementales hors agglomération : 14 m, - s'agissant des autres voies : 4 m, <p>Les débords de toit et balcons ne sont pas comptés dans la limite de 1 m pour l'application des dispositions précédentes, sous réserve en cas de surplomb du domaine public de se tenir à une hauteur minimum de 3,50 m.</p>

Commune de Villarodin-Bourget – modification n°1, selon procédure simplifiée

<p>Les 3 alinéas précédents ne sont pas applicables à la réhabilitation ou la reconstruction après sinistre des bâtiments dans leur volume existant ou initiaux.</p> <p><u>En secteur Na, Nd et Ns :</u></p> <p>Les constructions, installations et bâtiments pourront s'implanter jusqu'à l'alignement.</p>	<p>Les 3 alinéas précédents ne sont pas applicables à la réhabilitation ou la reconstruction après sinistre des bâtiments dans leur volume existant ou initiaux.</p> <p><u>En secteur Na, Nd et Ns :</u></p> <p>Les constructions, installations et bâtiments pourront s'implanter jusqu'à l'alignement.</p> <p><u>En secteur Nls :</u></p> <p>Les constructions, installations et bâtiments pourront s'implanter jusqu'à l'alignement.</p>
---	---

ARTICLE N10 – HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Début non modifié.

Sauf nécessité fonctionnelle clairement rapportée requérant une hauteur supérieure, les ouvrages constructions, installations et bâtiments se tiendront sous les hauteurs suivantes :

Secteur Na : 3,00 m, au faîtage ou à leur sommet,

Secteur Nd : non réglementé,

Secteur Nl : 12 m au faîtage ou à leur sommet,
10 m à l'acrotère.

Secteur Ns : bâtiments : la hauteur maximale du chalet d'alpage existant, restauré, ou reconstruit à l'appui duquel l'extension est conçue, installations, autres constructions et ouvrages : non réglementé

ARTICLE N10 – HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Début non modifié.

Sauf nécessité fonctionnelle clairement rapportée requérant une hauteur supérieure, les ouvrages constructions, installations et bâtiments se tiendront sous les hauteurs suivantes :

Secteur Na : 3,00 m, au faîtage ou à leur sommet,

Secteur Nd : non réglementé,

Secteur Nl : 12 m au faîtage ou à leur sommet,
10 m à l'acrotère.

Secteur Ns : bâtiments : la hauteur maximale du chalet d'alpage existant, restauré, ou reconstruit à l'appui duquel l'extension est conçue, installations, autres constructions et ouvrages : non réglementé

Secteur Nls :

Constructions à destination de sport et loisirs :

12 m au faîtage ou à leur sommet,
10 m à l'acrotère.

Installations, autres constructions et ouvrages, dont ceux nécessaires à la pratique du ski et des sports de glisse : non réglementé.

<p><u>ARTICLE N11 – ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS</u></p> <p>Début non modifié.</p> <p><u>Secteurs Na et Nd :</u></p> <p>Non réglementé</p> <p><u>Secteur NI</u></p> <p>■ Volumétrie et couleur</p> <p>Sauf nécessité fonctionnelle requérant une configuration ne le permettant pas, les ouvrages, constructions, bâtiments et installations seront composées de volumes géométriques élémentaires simples : cube, parallélépipède, cylindre, tétraèdre, etc...</p> <p>Leurs couleurs composeront avec celles de l'environnement naturel de la zone soit de façon mimétique, soit en opposition coordonnée.</p> <p><u>Secteurs Na et Ns</u></p> <p>Les reconstructions ou restaurations des chalets d'alpage seront réalisées dans le respect des éléments matériels ou d'archives dont la présence sur site ou la réunion documentaire permet de les autoriser (cf. article A2).</p> <p>Sous réserve de la plus-value architecturale à en attendre dans la composition de leurs façades, leurs baies pourront toutefois faire l'objet d'ajustements en taille, forme et position.</p>	<p><u>ARTICLE N11 – ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS</u></p> <p>Début non modifié.</p> <p><u>Secteurs Na et Nd :</u></p> <p>Non réglementé</p> <p><u>Secteurs NI et NIs</u></p> <p>■ Volumétrie et couleur</p> <p>Sauf nécessité fonctionnelle requérant une configuration ne le permettant pas, les ouvrages, constructions, bâtiments et installations seront composées de volumes géométriques élémentaires simples : cube, parallélépipède, cylindre, tétraèdre, etc...</p> <p>Leurs couleurs composeront avec celles de l'environnement naturel de la zone soit de façon mimétique, soit en opposition coordonnée.</p> <p><u>Secteurs Na et Ns</u></p> <p>Les reconstructions ou restaurations des chalets d'alpage seront réalisées dans le respect des éléments matériels ou d'archives dont la présence sur site ou la réunion documentaire permet de les autoriser (cf. article A2).</p> <p>Sous réserve de la plus-value architecturale à en attendre dans la composition de leurs façades, leurs baies pourront toutefois faire l'objet d'ajustements en taille, forme et position.</p>
--	--

3 COMPATIBILITE DE LA MODIFICATION AVEC LE CODE DE L'URBANISME ET AVEC LE SCOT DU PAYS DE MAURIENNE

3.1 COMPATIBILITE AVEC LE CODE DE L'URBANISME

3.1.1 Volet procédure

La présente procédure ne remet pas en cause les orientations définies au Projet d'Aménagement et de Développement Durables, ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, naturelle ou forestière et ne comporte pas de risques de nuisances. Il s'agit donc bien d'une modification.

Elle n'a pas pour objet de majorer de plus de 20% les possibilités de construire résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles, de diminuer ces possibilités de construire ou de réduire une zone urbaine ou à urbaniser.

La présente procédure peut donc être menée sous une procédure simplifiée, avec mise à disposition du public à la place de l'enquête publique. Elle sera notifiée aux Personnes Publiques Associées.

3.1.2 Volet préservation des parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels en zone de montagne

Rappel de l'article L.122-12 du code de l'urbanisme

Les parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie inférieure à mille hectares sont protégées sur une distance de trois cents mètres à compter de la rive. Toutes constructions, installations et routes nouvelles ainsi que toutes extractions et tous affouillements y sont interdits.

Ces dispositions s'appliquent aux plans d'eau partiellement situés en zone de montagne.

Peuvent toutefois être exclus du champ d'application du présent article :

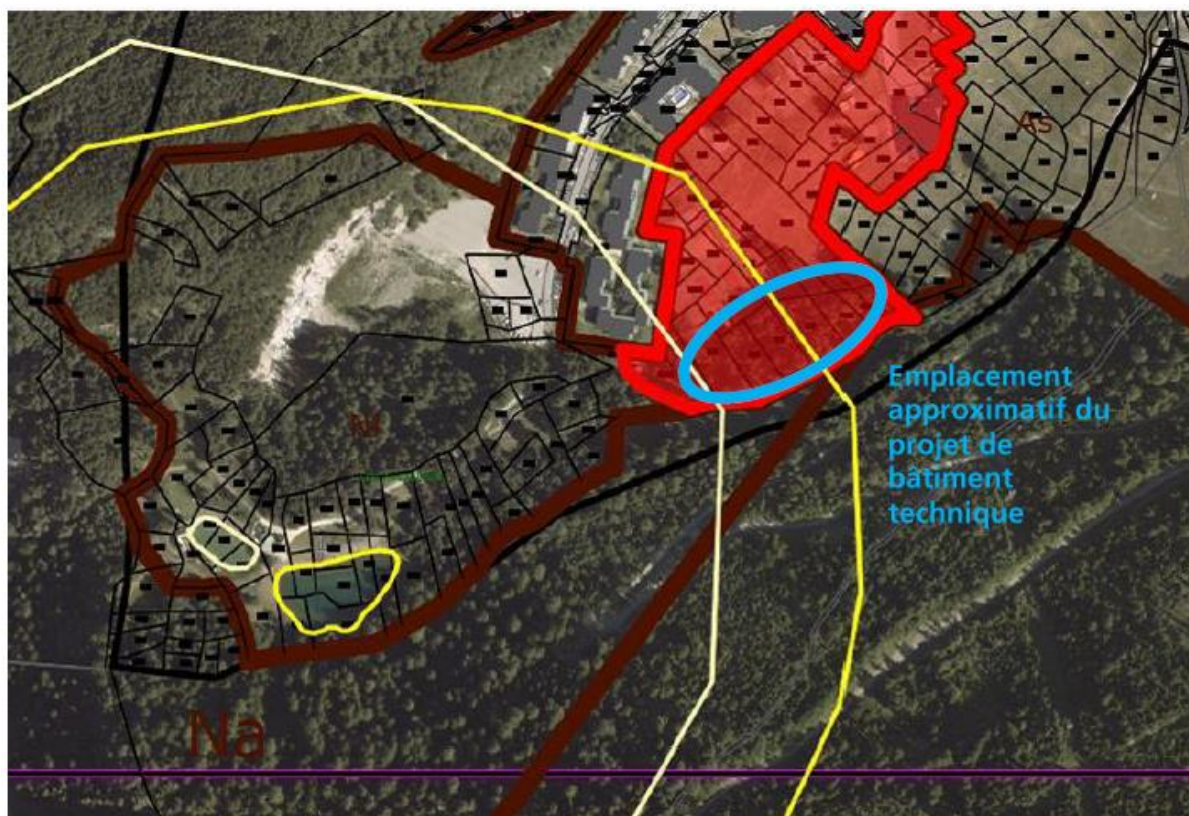
1° Par arrêté de l'autorité administrative compétente de l'Etat, les plans d'eau dont moins du quart des rives est situé dans la zone de montagne ;

2° Par un schéma de cohérence territoriale, un plan local d'urbanisme ou une carte communale, certains plans d'eau en fonction de leur faible importance.

Cas du front de neige de La Norma

Le front de neige de La Norma, et plus particulièrement l'emplacement envisagé pour le bâtiment technique des dameuses, se trouve dans la bande des 300 mètres des plans d'eau de la base de loisirs des Avenièrès, ainsi que le montre la carte ci-dessous.

Figure 5 : Localisation du front de neige, et particulièrement de l'emplacement envisagé pour le bâtiment technique, au regard des plans d'eau



Justification de la « faible importance » des plans d'eau

Une étude nommée « Qualification des 2 plans d'eau des Avenièrès (la Norma) au regard de l'article L112-12 du code de l'urbanisme » a été rendue en juin 2021 par l'ONF, Agence études pôle 73. Elle conclut, vu les analyses figurant dans le dossier, que :

- Le plan d'eau ouest est un bassin de baignade jugé sans importance écologique. Son intérêt réside dans son usage de baignade estivale.
- Le plan d'eau est à une importance écologique estimée plutôt faible. Il revêt un certain intérêt paysager au sein de la base de loisirs et son importance dans le territoire est essentiellement liée à ses usages pour l'activité touristique.

En conclusion, les plans d'eau présentent une faible importance en termes écologique ; ils n'ont pas à bénéficier du principe de préservation des parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels qui, en application de l'article R.122-12 du code de l'urbanisme exige la protection d'une bande de 300 mètres autour des berges d'un plan d'eau.

L'étude de l'ONF est jointe en annexe du présent dossier.

3.2 COMPATIBILITE AVEC LE SCOT

La présente modification n'est pas de nature à remettre en cause la compatibilité du PLU avec le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Maurienne approuvé le 25 février 2020.

4 TABLEAU DES SURFACES

Les surfaces modifiées figurent en rouge.

	PLU mars 2014 (en ha)	Part du territoire	Modification 2021 (en ha)	Evolution 2014-2021
Zone urbaine				
Ua (territoires urbains anciens)	9.95	0.30%	9.95	
Ua-c (terrains de la zone Ua cultivés - potagers)	2.52	0.08%	2.52	
Ub (urbanisation récente de La Norma)	8.35	0.25%	8.35	
Uc1 (urbanisation récente)	10.91	0.33%	10.91	
Uc2 (urbanisation récente de hauteur et densité moindre)	3.70	0.11%	3.70	
Uc-c (terrains de la zone Uc cultivés - potagers)	0.21	0.01%	0.21	
Ux (activités économiques)	13.93	0.42%	13.93	
Sous-total zone urbaine	49.57	1.50%	49.57	
Zone à urbaniser				
Zone à urbaniser indicée				
AUb	0.89	0.03%	0.89	
Sous-total zones à urbaniser	0.89	0.03%	0.89	
Sous-total zones U et AU	50.46	1.53%	50.46	
Zone agricole				
Aa (territoire agricole à valeur paysagère)	1 070.23	32.37%	1 070.23	
Ab (territoire agricole où peuvent trouver place les installations et constructions agricoles)	5.49	0.17%	5.49	
Ad (secteur destiné aux travaux du Lyon - Turin)	9.87	0.30%	9.87	
Ah (territoire de superficie et capacité d'accueil mesurées)	0.15	0.00%	0.15	
As (territoire ouvert saisonnièrement à la pratique du ski et plus généralement des sports de glisse, ainsi qu'aux VTT)	156.87	4.75%	156.87	
Sous-total zone agricole	1 242.61	37.59%	1 242.61	
Zone naturelle				
N (territoire naturel et forestier)	1 538.97	46.55%	1 538.97	
Nd (secteur destiné aux travaux du Lyon - Turin)	34.31	1.04%	34.31	
NI (territoire accueillant des activités de sport et loisirs)	15.00	0.45%	11.57	-3.43
Ns (territoire ouvert saisonnièrement à la pratique du ski et plus généralement des sports de glisse ainsi qu'aux VTT)	424.65	12.84%	424.65	
Nls (territoire accueillant des activités de sport et loisirs et ouvert saisonnièrement à la pratique du ski et plus généralement des sports de glisse ainsi qu'aux VTT)	0.00	0.00%	3.43	3.43
Sous-total zone naturelle	2 012.93	60.89%	2 012.93	0.00
TOTAL commune	3 306.00	100.00%	3 306.00	0.00

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Table des figures

Figure 1 : Usages agricoles du front de neige	7
Figure 2 : Extrait du PPRN.....	8
Figure 3 : Zonage actuel	9
Figure 4 : Zonage proposé.....	9
Figure 5 : Localisation du front de neige, et particulièrement de l’emplacement envisagé pour le bâtiment technique, au regard des plans d’eau	20

Table des photos

Photo 1 : Départ du télésiège et gare de départ de la télécabine du Mélezet en arrière-plan	5
Photo 2 : Départ de la télécabine du Mélezet, garages des dameuses et locaux techniques	5
Photo 3 : Tapis couverts installés sur le front de neige.....	6
Photo 4 : Secteur des tennis, à proximité duquel le déplacement du garage des dameuses est envisagé, depuis le sud-ouest	6
Photo 5 : Secteur des tennis, à proximité duquel le déplacement du garage des dameuses est envisagé, depuis le nord.....	6
Photo 6 : Le front de neige au printemps, en direction du départ de la télécabine.....	7

ANNEXE

ONF, Agence études pôle 73, Qualification des 2 plans d'eau des Avenières (la Norma) au regard de l'article L112-12 du code de l'urbanisme, juin 2021.

Commune de Villarodin-Bourget (73)

Qualification des 2 plans d'eau des Avenières (la Norma) au regard de l'article L112.12 du code de l'urbanisme

Juin 2021



RENDU D'ÉTUDE

COMMANDITAIRE :

Commune de Villarodin-Bourget

285 rue Saint Pierre
73500 VILLARODIN-BOURGET



RÉALISATION :

ONF – Agence études pôle 73

Rédaction : Olivier FAYARD, chargé d'études

Contribution : François MANUEL, technicien forestier territorial

JUIN 2021

Sommaire

1.	PREAMBULE	1
2.	RAPPELS JURIDIQUES	1
3.	Etat des lieux - description	2
3.1	Présentation générale	2
3.2	Le plan d'eau Ouest.....	4
3.2.1.	Dimensions	4
3.2.2.	Origine du plan d'eau	4
3.2.3.	Usages actuels	4
3.2.4.	Aspects hydrauliques	4
3.2.5.	Aspects écologiques	4
3.2.6.	Aspects paysagers	4
3.3	Le plan d'eau Est.....	5
3.3.1.	Dimensions	5
3.3.2.	Origine du plan d'eau	5
3.3.3.	Usages actuels	5
3.3.4.	Aspects hydrauliques	5
3.3.5.	Aspects écologiques	6
3.3.5.1.	Les berges et le fond	6
3.3.5.2.	La flore	6
3.3.5.3.	La faune	6
3.3.6.	Aspects paysagers	7
4.	Conclusion	8
	BIBLIOGRAPHIE	9

1. PREAMBULE

La construction de bâtiments techniques pour la station de la Norma est en projet sur la commune de Villarodin-Bourget. La localisation de ce projet, à moins de 300m des rives des 2 plans d'eau des Avenières, et l'application de l'article L112.12 du code de l'urbanisme, ne permettent pas actuellement d'autoriser ce projet.

La commune envisage au vu de la situation de réviser son PLU et d'exclure ces 2 plans d'eau du champ d'application de l'article L112.2 du CU ; cela est permis par la législation à condition que les plans d'eau concernés aient une « faible importance ».

Elle souhaite donc **disposer d'éléments afin de déterminer « l'importance » au vu de l'article L112.12 du code de l'urbanisme des 2 plans d'eau** situés à la Norma. L'objectif de ce rapport est par conséquent de fournir ces éléments qui permettront à la commune de juger de l'importance de ces plans d'eau, en vue de la révision du PLU communal.

2. RAPPELS JURIDIQUES

L'Article L.122-12 du code de l'urbanisme pose le principe suivant :

« Les parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie inférieure à mille hectares sont protégées sur une distance de trois cents mètres à compter de la rive. Toutes constructions, installations et routes nouvelles ainsi que toutes extractions et tous affouillements y sont interdits.

Ces dispositions s'appliquent aux plans d'eau partiellement situés en zone de montagne.

Peuvent toutefois être exclus du champ d'application du présent article :

1° Par arrêté de l'autorité administrative compétente de l'Etat, les plans d'eau dont moins du quart des rives est situé dans la zone de montagne ;

2° Par un schéma de cohérence territoriale, un plan local d'urbanisme ou une carte communale, certains plans d'eau en fonction de leur faible importance. »

Cet article pose donc le principe de la protection des parties naturelles des rives dans une bande de 300 mètres à compter des rives.

L'alinéa 2 de l'article L.122-12 permet aux SCOT ou aux PLU d'exclure les plans d'eau « de faible importance » de l'application de cet article. A noter que la « faible importance » n'est pas définie par la législation.

Jean-François JOYE, dans la fiche Gridauh n° 5 "La construction du PLU à la protection des rives des lacs et plans d'eau" cite cependant les éléments suivants : « le PLU doit justifier ce qui est entendu par « plan d'eau en fonction de leur faible importance » (notion non définie) : surface du lac, sa place dans le paysage, la richesse de la biodiversité, etc. Il conviendra de motiver précisément cette exclusion dans le rapport de présentation du PLU et, par ailleurs, de justifier le respect des autres dispositions d'urbanisme particulières à la montagne par les projets de construction ou d'aménagement sur les rives de ces petits lacs. »

Pour plus de détails sur les aspects juridiques, consulter les 2 références citées en bibliographie.

3. ETAT DES LIEUX - DESCRIPTION

3.1 Présentation générale

Les 2 plans d'eau sont situés à proximité de la station de sports d'hiver de la Norma, à 1350m d'altitude, au sein de la zone de loisirs des Avenièrès : espace vert paysager avec 2 plans d'eau dédiés soit à la baignade soit à la pêche ; il comporte aussi des allées de promenade, des aires de pique-nique, des barbecues, etc.

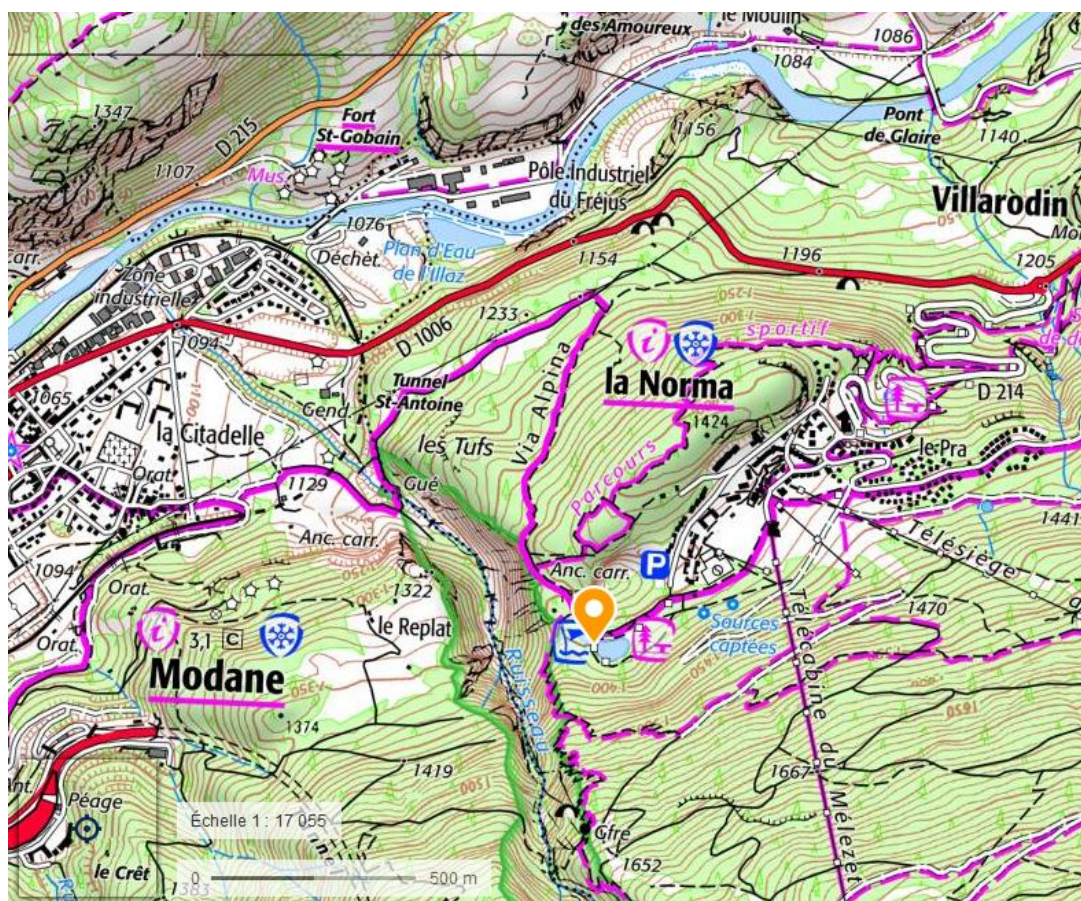


Figure 1 : plan de situation

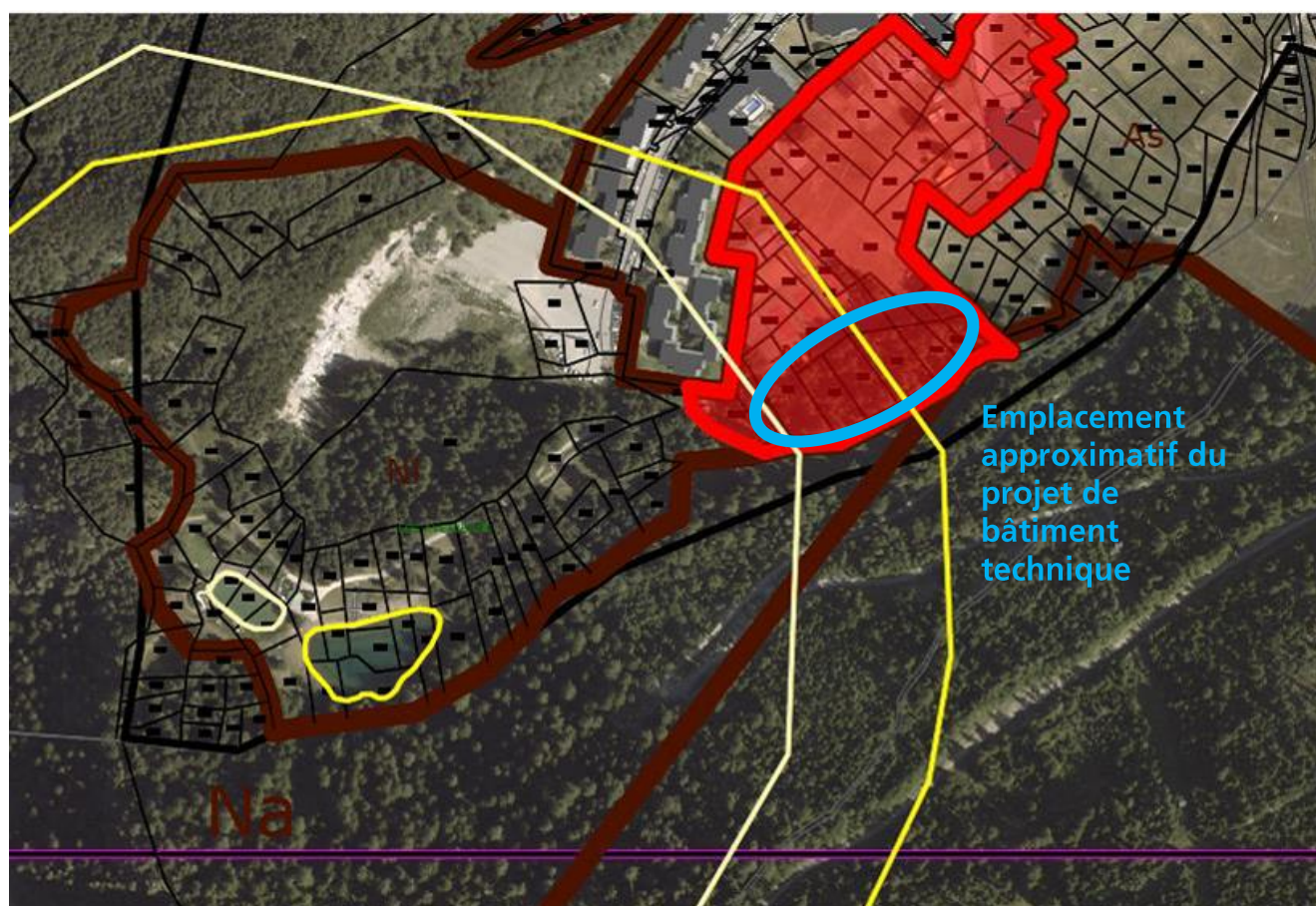


Figure 2 : plans d'eau et bande des 300m Source : agence ROSSI URBANISME (emplacement du projet ajouté par l'ONF)



Figure 3 : Vue aérienne des 2 plans d'eau (IGN Geoportail BD Ortho 2019)

3.2 Le plan d'eau Ouest

3.2.1. Dimensions

Le plan d'eau Ouest a une surface d'environ 800 m² et une profondeur de 1.30m à 1.60m.

3.2.2. Origine du plan d'eau

Ce plan d'eau est artificiel. Il a été créé après 2005 (absent sur les photos aériennes entre 2000 et 2005). L'objectif de sa création était d'aménager un lieu de baignade estivale.

3.2.3. Usages actuels

Le plan d'eau Ouest a un unique usage, la baignade en période estivale. Il est géré dans ce but exclusivement et comporte des aménagements périphériques qui constitue la base de loisirs aquatiques : baignade surveillée (eau vidée en dehors de la saison de baignade), espace clôturé, berges aménagées pour la baignade (terrasse en bois, berges encochées et bétonnées, fond en graviers), toboggan, etc.

3.2.4. Aspects hydrauliques

Son alimentation en eau provient du trop-plein des captages d'alimentation en eau potable des Avenières situé à environ 300m au nord-est de la zone.

Comme tous les points de baignade ces eaux sont contrôlées pour respecter les normes de qualité des eaux de baignade.

3.2.5. Aspects écologiques

Le fond, les berges et l'alimentation en eau étant totalement artificiels et dédiés à la baignade, ce bassin n'abrite ni faune, ni flore. On peut presque l'assimiler à une piscine en plein air.

3.2.6. Aspects paysagers

Ce bassin de baignade a une faible étendue, il est bien moins présent dans le paysage que le plan d'eau Est. Il est intégré dans un environnement de baignade au sein de la base de loisirs.



Figure 4 : Plan d'eau ouest (vue du 6 mai 2021)

3.3 Le plan d'eau Est

3.3.1. Dimensions

Ce plan d'eau a une surface d'environ 3000 m², une profondeur maximale de 3.60m, et un volume voisin de 8 000 m³.

3.3.2. Origine du plan d'eau

Ce plan d'eau est artificiel. Il a été créé en 1998.

L'objectif de sa création était double :

- Disposer d'une réserve d'eau pour la création de neige de culture sur le bas de la station de la Norma
- Créer une base de loisirs estivale (attrait paysager et pour la pêche de loisir)

3.3.3. Usages actuels

Le plan d'eau Est a toujours un double usage aujourd'hui :

- En saison estivale : la pêche et un attrait paysager au sein de la base de loisirs.
- Une réserve d'eau pour la neige de culture. Il faut noter que pendant environ 15 ans au début des années 2000, l'utilisation de cette réserve d'eau pour la neige de culture avait été abandonnée, une autre source d'eau étant utilisée ; récemment le pompage hivernal pour la neige de culture a été remis en activité.

3.3.4. Aspects hydrauliques

L'alimentation en eau provient du trop-plein des captages d'alimentation en eau potable des Avenières situé à environ 300m au nord-est de la zone. L'eau, issue de source, est donc claire, fraîche, et globalement de bonne qualité physico-chimique puisqu'utilisable pour l'alimentation en eau potable. Le débit d'alimentation en eau est probablement régulé.

L'étanchéité du bassin est assurée par une géomembrane au fond du bassin, qui est recouverte de matériaux rocheux (cailloux, blocs) pour l'aspect paysager essentiellement.

A noter que le bassin versant topographique du plan d'eau ne comporte pas de bâtiment et de zones urbanisées. C'est un élément qui limite les risques de pollution des eaux chroniques ou accidentels. Le projet de construction du bâtiment technique de la station de la Norma (à moins de 300m de ce plan d'eau) ne devrait pas modifier cette situation car il serait situé en aval par rapport au plan d'eau, donc en dehors de son bassin d'alimentation topographique.

Un système de pompage équipe ce bassin : il permet d'alimenter les installations de neige de culture. Un bâtiment d'environ 20 m², au pied du bassin, abrite les installations de pompage.

Le trop-plein du plan d'eau est rejeté via une canalisation dans la pente au nord de la base de loisirs.

Le plan d'eau dispose aussi d'un système de vidange (regard de vidange au fond du plan d'eau).

Le plan d'eau est fréquemment vidé : soit pour son entretien, soit au cours de la saison hivernale en lien avec l'utilisation de l'eau pour la neige de culture. Il est maintenu en eau pendant la période estivale.



Figure 5 : vue de l'évacuation du trop-plein en aval immédiat du plan d'eau



Figure 6 : vue du plan d'eau Est vidé le 19.5.2021 (photo ONF)

3.3.5. Aspects écologiques

3.3.5.1. Les berges et le fond

Le fond du plan d'eau est constitué d'une géomembrane recouverte de pierres et blocs. Ce substrat n'est que peu favorable à la vie aquatique. Les berges sont aussi constituées de pierres et de terre recouvrant la géomembrane.

3.3.5.2. La flore

Une ceinture de végétation herbacée terrestre est installée sur la berge. Elle est régulièrement entretenue l'été (par tonte) et est constituée essentiellement de graminées. Le milieu artificialisé laisse supposer la présence d'une végétation assez banalisée, mais cela demande à être confirmé. (Il n'a pas été réalisé d'inventaire floristique de cette berge)
Nous n'avons pas constaté la présence de végétation aquatique lors de notre visite le 6/5/2021.

3.3.5.3. La faune

Il n'a pas été réalisé d'inventaire faunistique.

Les caractéristiques du plan d'eau laissent penser qu'il a une faible capacité d'accueil pour la faune aquatique ou subaquatique.

Des truites d'élevage sont introduites chaque début d'été, en vue de la saison touristique et de l'activité de loisirs de pêche à la ligne. Ces poissons ne persistent pas toute l'année a priori car le plan d'eau est en grande partie vidé l'hiver.

Lors de notre visite du 6/5/2021, nous avons observé des têtards, très probablement de Crapaud commun (*Bufo bufo*). Ces amphibiens pourraient passer l'hiver dans les forêts à proximité, et seraient venus pondre dans le plan d'eau au printemps. Il est peu probable que les têtards puissent venir à terme et donner des adultes dans ce plan d'eau, car ils sont menacés par :

- La mise à sec du plan d'eau ponctuellement (comme ce fut le cas le 19/5/2021 ; pour son entretien ?)
- L'introduction des truites pour la saison d'été.

Il est très probable que ce plan d'eau soit utilisé ponctuellement par les animaux des environs, pour s'abreuver essentiellement.

Figure 7 : Têtards de Crapaud commun le 6/5/2021 vus depuis la berge



3.3.6. Aspects paysagers

Ce plan d'eau situé dans un environnement vert (forêt à proximité, pelouse...) représente un atout paysager pour cette base de loisirs. Hormis les activités ludiques qu'il permet (pêche...), il apporte un intérêt esthétique et une ambiance de fraîcheur pour les usagers de la base de loisirs estivale.

L'aspect artificiel et très « propre » du plan d'eau tranche avec la forêt en arrière-plan, mais il est cohérent au sein de cette zone aménagée pour les loisirs.



Figure 8 : vue générale - plan d'eau Est



Figure 9 : différentes vues du plan d'eau Est et de la base de loisirs



4. CONCLUSION

Au vu des éléments présentés, nous pouvons apporter les éléments de réponse suivants pour qualifier « l'importance » de ces plans d'eau selon l'article L122-12 du code de l'urbanisme :

- Le plan d'eau Ouest est un bassin de baignade jugé sans importance écologique. Son intérêt unique réside dans son usage de baignade estivale.
- Le plan d'eau Est a une importance écologique estimée plutôt faible. Il revêt un certain intérêt paysager au sein de la base de loisirs, et son importance dans le territoire est essentiellement liée à ses usages pour l'activité touristique.

Le 2/6/2021
Olivier FAYARD,
chargé d'études ONF Savoie Mont Blanc

BIBLIOGRAPHIE

MINISTERE DE LA COHESION DES TERRITOIRES. *Fiches techniques Montagne et urbanisme*.

FICHE n°4 : Les rives des plans d'eau naturels et artificiels. 8 pages.

https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2019-06/Les_rives_des_plans_d_eau_naturels_et_artificiels.pdf

JOYE Jean-François (2019). *Gridauh. L'ECRITURE DES PLANS LOCAUX D'URBANISME DE*

MONTAGNE. Fiche 5 : La construction du PLU à la protection des rives des lacs et plans d'eau. 9 pages. <https://www.gridauh.fr/sites/default/files/u440/F5%20PLU%20Montagne%20-Lacs%20-%20JF%20Joye.pdf>